

AI Action Summit de Paris : les préoccupations citoyennes entendues ?

Alors que l'intelligence artificielle s'impose comme une révolution majeure, la question de son encadrement éthique et réglementaire divise. Une récente consultation citoyenne organisée à l'occasion de la tenue de l'AI Action Summit à Paris dans quelques semaines, révèle un fort consensus : des règles claires et des mécanismes de redevabilité sont indispensables pour garantir que l'IA reste au service de l'intérêt général.

Pourtant, à l'approche du AI Action Summit, les préoccupations des citoyens et de la société civile semblent reléguées au second plan, au profit d'un narratif dominé par le techno solutionnisme et la promotion de la contribution des acteurs privés.

UN CONSENSUS CITOYEN SUR LA NÉCESSITÉ D'UN CADRE RÉGLEMENTAIRE POUR L'IA

Depuis l'annonce de son édition 2025 en France, le [Sommet pour l'Action sur l'Intelligence Artificielle](#) (ou AI Action Summit) se veut inclusif et tourné vers l'intérêt général. C'est ainsi que des consultations publiques ont été ouvertes, afin de réunir les avis d'expert.e.s de la société civile (SC) d'une part, et les opinions des citoyen.nes d'autre part. Les citoyen.nes ont pu répondre à la question "quelles sont vos idées pour mettre l'IA au service du bien public ?". Les expert.e.s se sont quant à eux prononcés sur les initiatives à mettre en place à l'occasion du sommet.

La majorité des citoyens contributeurs des consultations soulignent la nécessité de s'assurer que les droits humains demeurent au centre des préoccupations. Ils relèvent le **besoin de cadres pour prévenir les biais algorithmiques, se prémunir des risques et maintenir un contrôle humain des systèmes utilisant l'intelligence artificielle.**

DE NOMBREUSES PROPOSITIONS POUR AMÉLIORER LA REDEVABILITÉ DES ACTEURS DU SECTEUR

La redevabilité du secteur privé est une des clés pour assurer que ces cadres réglementaires ne restent pas lettre morte et pour réduire l'asymétrie de pouvoir entre les géants de la tech et les citoyens. Ce point fait consensus auprès des citoyens : 77% d'entre eux s'accordent sur la nécessité de **rendre les géants de l'IA redevables** vis-à-vis des engagements pris lors des sommets mondiaux par exemple. Parmi les outils proposés pour mettre en œuvre cette redevabilité, on retrouve des mesures de transparence via la production de rapports, la supervision par des agences internationales, ou encore des actions incitatives comme une augmentation des financements pour la recherche dans la prévention des biais.

Ces propositions trouvent également écho dans les avis des experts qui recommandent la mise en place de mécanismes de redevabilité pour **encourager les entreprises à être transparentes sur la mise en œuvre de leurs engagements**, et ce grâce à la création de standards uniformisés pour l'audit des technologies ou encore la création d'une plateforme publique de suivi des engagements pris par ces acteurs.

Ces propositions font d'autant plus sens que les porteurs d'intérêts privés seront parmi les plus présents lors du sommet, au nom d'une approche multi acteurs qui donne souvent la parole aux acteurs de l'industrie et à leurs associations de lobbying.

UN RAPPORT DE SYNTHÈSE QUI VA À CONTRE COURANT DES PROPOSITIONS CITOYENNES

Au-delà des réponses des citoyens, le [rapport de la consultation](#) est ponctué de synthèses réalisées par Capgemini, spécialisé dans la numérisation des entreprises. Le rapport reprend les réponses des citoyens notamment sur les risques et le besoin de cadres clairs, mais **se positionne en faveur de mesures moins contraignantes pour les entreprises** telles que la mise en place de "cadres et principes éthiques". La seule régulation stricte citée par l'entreprise concerne la protection de la propriété intellectuelle, un des intérêts phares des acteurs privés.

Ces synthèses reflètent la **position habituelle des acteurs porteurs d'intérêts privés, en faveur d'une réglementation limitée** afin de ne pas freiner l'innovation et d'assurer des gains économiques.

Le rapport de synthèse est assez optimiste : *"L'intelligence artificielle est désormais considérée [...] comme un levier potentiel pour résoudre des problèmes sociétaux complexes [...] en répondant efficacement aux besoins des citoyens et en soutenant l'action publique. Son utilisation recèle un potentiel inexploité dans de nombreux domaines"*. Une **vision éloignée de celle des citoyens qui expriment une réticence à l'intrusion de l'IA dans la vie publique** : 82% d'entre eux voudraient "que les gouvernements arrêtent la course au consumérisme", que "l'IA ne reste qu'un assistant", et 78% souhaitent que "l'IA ne soit pas utilisée à des fins politiques".

QUELLES SUITES POUR LES PROPOSITIONS ISSUES DE CETTE CONSULTATION ?

Le rapport des consultations apporte nombre d'éléments intéressants pour avancer, mais reste **peu concret sur la manière dont les résultats seront exploités** dans la construction du AI Action summit.

Par ailleurs, la place accordée à de nombreux lobbies de la tech dans le sommet, notamment lors du "Business Day", interroge sur l'issue des discussions. Face au poids de tels acteurs, on peut s'attendre à ce que leurs préoccupations passent avant celles de la société civile et des citoyens.

Ces interrogations font écho à celles de plusieurs associations dont Action Santé Mondiale. Le sommet organisé par la France va-t-il permettre d'avancer concrètement sur les enjeux soulevés par les citoyens et les experts de la société civile ? Les associations engagées dans la protection des droits humains à l'ère du tout numérique auront-elles leur place ?

INCLUSION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : DES EFFORTS RÉELS OU SIMPLE OUTIL MARKETING ?

Alors que les organisateurs affichent leur collaboration avec la société civile en amont du sommet, des interrogations subsistent sur la réelle portée de cette participation. Le dialogue instauré avec des organisations de la société civile en amont du sommet a permis d'impliquer ces dernières dans les réflexions préliminaires sur plusieurs thèmes, notamment sur les risques et l'intérêt public de l'IA. Cependant, le nombre d'acteurs mobilisés dans les réunions de consultation (parfois plus de 200 participants) n'a pas efficacement permis à chaque acteur de se faire entendre.

Afin que la participation de cette société civile ne reste pas lettre morte, **il sera important de garantir que des suites seront données aux propositions faites dans le cadre de la consultation**. A ce titre, la création d'un **Conseil consultatif permanent des OSC** pourrait justement permettre d'institutionnaliser et de pérenniser ce dialogue.

Enfin, l'inclusion de la société civile doit se faire au sens large et au-delà des frontières occidentales. Sur ce point, la proposition de créer un **fonds pour assurer la participation d'OSC de pays du Sud global** aux sommets internationaux sur l'IA prend tout son sens.

CONTACT

Léa Royer

Chargée de Plaidoyer IA & Santé

lroyer@ghadvocates.org